



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,
des Affaires Juridique et de l'Inspection
Contrôle

Affaire suivie par : [REDACTED]
Courriel : [REDACTED]
Réf. : [REDACTED]

Date : Mercredi 7 juin 2023

Monsieur [REDACTED]
Directeur
EHPAD NOTRE DAME DE TOUSCAYRATS
TOUSCAYRATS
81110 VERDALE

Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception

Objet : Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

PJ : Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des remarques et des recommandations retenues

V/Réf : Votre courrier reçu le 13 avril 2023 par voie postale

Monsieur le Directeur,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressé le 18 mars 2023, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives et le tableau des remarques, ci-joints, précisent les prescriptions retenues et la recommandation maintenue avec leur délai de mise en œuvre. Je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Prévention, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « www.telerecours.fr ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général


Didier JAFFRE

Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle
Pôle Régional Inspection Contrôle

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives
Tableau des remarques et des recommandations retenues
Contrôle sur pièces de l'EHPAD « NOTRE DAME DE TOUSCAYRATS » (81)

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives retenues

Ecart (7)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Injonction-Prescription-Recommandation)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS
Ecart 1 : Le projet d'établissement transmis est obsolète et contrevient aux dispositions de l'article L311-8 du CASF.	L.311-8 du CASF D311-38 du CASF D312-155-3 alinéa 1° CASF	Prescription 1 : Réécrire un projet d'établissement. Le soumettre au CVS et, à l'issue, le transmettre aux autorités.	6 mois	[REDACTED]	Prescription 1 maintenue : Transmettre le planning prévisionnel de la refonte du projet d'établissement. Délai : 15 jours
Ecart 2 :	D312-158, 3° CASF	Prescription 2 : Le médecin coordonnateur doit réunir, au minimum une	3 mois	[REDACTED]	Prescription 2 maintenue :

				<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	
Ecart 4 : L'ETP du MEDCO est inférieur à ce qui est prévu pour cet établissement de 55 résidents.	D. 312-156 CASF	Prescription 4 : Assurer un temps de médecin coordonnateur conforme à la réglementation.	3 mois	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	Prescription maintenue Délai : 6 mois
Ecart 5 : L'établissement n'a pas de plan d'actions engagées dans le cadre de la démarche	Articles D312-203, L331-8-1 et art D312-158-10° CASF	Prescription 5 : Formaliser un plan d'actions à partir des évaluations externes et des auto-évaluations portant sur la	3 mois	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	Prescription levée

d'amélioration continue de la qualité.	Article L312-8 du CASF Article L116-1 du CASF	maîtrise des risques et l'amélioration continue de la qualité des prises en charges et prestations. Transmettre le document aux autorités.		[REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]	
Ecart 6 : En l'absence de tout document formalisé mentionnant l'adresse mail à laquelle les signalements doivent être adressés à savoir : ars31-alerte@ars.sante.fr ni le numéro de la plateforme régionale des signalements à l'ARS Occitanie : 0800 301 301, l'établissement n'est pas en mesure de procéder au signalement conformément aux mesures réglementaires.	L331-8-1 CASF R331-8 & 9 CASF Arrêté du 28/12/2016 Articles R. 1413-59 R. 1413-79 du CSP (EIGS)	Prescription 6 : L'établissement devra établir une procédure de signalement des évènements indésirables et dysfonctionnements graves, faisant apparaître la mention « informer l'ARS sans délai et par tous moyens » et préciser l'adresse mail ars31-alerte@ars.sante.fr et le numéro 0800 301 301.	Immédiat	[REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]	Prescription levée

Tableau des remarques et des recommandations retenues

Remarques (7)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandations retenues par le Directeur Général de l'ARS
Remarque 1 : L'organigramme ne permet pas de distinguer les liens hiérarchiques des liens fonctionnels.		Recommandation 1 : Détailler et transmettre à l'ARS un organigramme distinguant les liens hiérarchiques des liens fonctionnels.	1 mois	[REDACTED]	Recommandation maintenue Délai : 1 mois
Remarque 2 : La page 3 du document fait apparaître une ligne illisible.		Recommandation 2 : Transmettre la fiche de fonction avec l'ensemble des mentions.	1 mois	[REDACTED]	Recommandation levée
Remarque 3 : Le MEDCO n'apparaît pas dans les réunions de CODIR transmis.		Recommandation 3 : Le MEDCO pourrait être associé aux réunions de CODIR au regard de sa fonction particulière au sein de l'établissement.		[REDACTED]	Recommandation levée

				<div>████████████████████</div> <div>██████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>██████████████</div>	
--	--	--	--	---	--